

# Compte rendu Grand Débat de la Ville de Houdemont du 1<sup>er</sup> mars 2019

Une réunion d'initiative citoyenne proposée et animée par Michel JEAN, représentant de la commune auprès du Conseil de Développement Durable de la Métropole du Grand Nancy avec l'appui logistique et le soutien de la Ville de Houdemont.

En bref une soixantaine de personnes, la plupart des houdemontais, réparties sur 4 tables. La rencontre s'est déroulée dans une ambiance constructive en trois temps : une première expression des thèmes que les participants voulaient aborder, ensuite des débats sur 4 tables , enfin une synthèse des rapporteurs des quatre tables.

Le présent compte rendu correspond aux idées exprimées par les rapporteurs.

## Thème de la Santé

*Voici les idées et questions exprimées par les participants*

### Médicaments

Pourquoi certains médicaments ne sont-ils plus remboursés ?

Des impressions et constats que les laboratoires font ce qu'ils veulent et que l'Etat ne fait que suivre.

La sécurité sociale ne donne qu'un avis sur le remboursement, l'agence de sécurité délivre trop vite des autorisations.

Il serait nécessaire de diminuer le nombre de médicaments sur le marché quand ils contiennent la même molécule, par exemple du paracétamol.

Il faudrait mettre des génériques plus tôt sur le marché surtout s'ils ont fait leur preuve auparavant, pourquoi attendre si longtemps ?

Il y a aussi des médicaments reconnus peu efficaces, pourquoi continuer à les prescrire, surtout s'ils ne sont plus remboursés ?

Il faudrait créer une agence de suivi totalement indépendante, les agences existent mais on ne leur donne pas les moyens.

Les essais thérapeutiques sont une bonne chose, mais il faut rendre les résultats plus transparents.

Il faudrait payer des experts pour négocier des médicaments, le prix change d'un pays à l'autre alors que cela vient de la même usine, pourquoi ?

Il faut des lanceurs d'alerte et surtout les protéger.

Les étudiants sont suivis pendant leurs études par des laboratoires pour les influencer.

### Médecins

Ne devrait-on pas réfléchir à un tarif règlementé pour les permanences et les gardes des médecins ?

Il faudrait fonctionnariser des médecins dans les déserts médicaux et rémunérer des étudiants en médecine pour qu'ils puissent exercer dans les territoires ruraux.

Tout le monde demande la suppression du secteur 2 (Dépassement des honoraires autorisés). Il faudrait supprimer les dépassements d'honoraires du genre « combien tu me donnes pour que je t'opère » et cela se généralise dans tous les secteurs de la médecine.

Un débat : La santé devrait être publique. Non il ne faut pas opposer le public et le privé, chacun a son intérêt, ne mettons pas de guerre entre les deux secteurs,

On s'aperçoit qu'il y a une médecine à deux vitesses,

### **Les mutuelles**

Les mutuelles sont inflationnistes malheureusement,

On aimerait bien que les mutuelles arrêtent de diffuser des images publicitaires, par exemple lors des courses de voiliers autour du monde, c'est en fait payé par tout le monde.

Il manque cruellement un comparatif entre les mutuelles, avec les vraies données et les mêmes bases pour que tout le monde s'y retrouve,

### **Retraites :**

Equilibre des cotisations entre les retraités et les actifs,

On attend toujours que le 5<sup>ème</sup> risque (la dépendance) soit créé, cela fait des années que l'on en parle et il n'y a toujours rien de fait.

Les retraites indicées sur le coût de la vie !

Le minimum vieillesse doit être au moins à hauteur du SMIC, les gens qui ont travaillé toute leur vie le méritent.

De plus en plus d'investissement de maisons de retraite par le secteur privé !

Il manque des moyens d'évaluation des prestations !

## **Thème de l'organisation de l'Etat**

*Voici les idées et questions exprimées par les participants*

Du fait de la non connaissance par la population du fonctionnement des institutions, quelle sera l'utilité du grand débat et apportera-t-il réellement des solutions ?

Les données du grand débat qui apparaissent sur internet devraient être gratuites et être accessibles par tout le monde et mises à disposition du public.

La restructuration des communes, l'intercommunalité, des régions etc. devrait entraîner des frais diminués, en réalité les charges restent les mêmes et augmentent le plus souvent, notamment de personnels.

La France est un pays culturel laïc, et il ne devrait plus avoir de jours fériés correspondant à des fêtes religieuses mais à des fêtes civiles dont le nombre serait restreint. Par exemple une par trimestre et qui seraient à dates fixes.

Attention à la disparition des services publics, médecins, poste etc.,

Concernant le vote : le vote obligatoire devrait entraîner la prise en compte du vote blanc,

Si le résultat d'une élection est de « n votants divisé par 2 moins un » (exemple 49 avec 100 votants, si le résultat est de 52 votes « blancs », 48 votes « pour », le résultat de  $100/2-1 = 49$ ) ; le vote serait invalidé. Le vote valide doit être au moins 50% plus une voix, et non pas moins.

Beaucoup de personnes ont parlé de respect des décisions prises par le peuple, à savoir le référendum sur l'Europe où la population avait voté contre, et le gouvernement de l'époque a pris une décision complètement inverse de la décision du peuple.

Les associations, principalement les associations d'intérêt général devraient avoir automatiquement une subvention. Ces associations pourraient avoir un rôle civique principalement une information pédagogique dans le civisme. L'éducation civique devrait être plus développée dans l'éducation nationale.

On arriverait à une formation continue au niveau de la connaissance des institutions.

Problématique du statut de l'élu, la plupart des élus sont souvent fonctionnaires, la question est la suivante : quelqu'un qui travaille dans le privé et qui veut faire un mandat d'élu, voire deux ou trois, comment peut-il retrouver son emploi après ?

Une remarque, la majorité des élus et de responsables d'entreprises sont des gens qui se donnent à fond, il ne faut pas systématiquement leur tomber dessus.

## Thème de la Transition Ecologique

*Voici les idées et questions exprimées par les participants*

Le développement durable, est ce que cela veut dire toujours plus ? Est ce qu'on va vers une croissance sans fin ?

On s'est rendu compte que **le système était complexe et qu'il y a avait un problème pour avoir les bonnes informations**, par exemple le réchauffement climatique, on s'est posé la question, tout le monde était d'accord pour limiter au maximum l'utilisation des énergies fossiles et dans les deux groupes le ferroutage est revenu et, en fait, on n'a pas d'information : Pourquoi ne l'a-t-on pas fait ?, et **on pourrait nous expliquer pourquoi le ferroutage ne se fait pas.**

L'écotaxe, la taxe carbone qui devrait s'appliquer à l'aviation : qu'en est-il ? Est-ce que le principal serait de ne pas se déplacer ? Toujours en rapport avec l'utilisation des énergies fossiles : l'isolation devrait être une priorité absolue !! Or, la campagne à 1€ qui est menée actuellement est catastrophique, les gens se plaignent de harcèlement de ces sociétés qui sont en fait les sociétés vendeuses d'énergie qui s'achètent un blanc serein en faisant cette publicité : ça ne marche pas, les isolants proposés ne sont pas de qualité, on a bien conscience que **l'isolation doit être une priorité, mais il faut que cela soit fait correctement.**

La complexité administrative, comment on distribue les ressources et les subventions, et si on revient sur les combes à un euro, l'idée est louable et, en pratique, cela devient complètement absurde parce qu'il y a des strates administratives, des normes et des gens qui ont réfléchi ...et à la fin cela donne quelque chose qui n'est pas ce que l'on souhaitait.

La distribution des donations (subventions) :

**Le système favorise les « grands » et pas les « petits ».** Ce n'est pas normal car une grande entreprise peut s'organiser pour aller auprès de tous les guichets, alors qu'une petite ne pourra pas prendre le temps de faire les démarches.

Cela semble vrai pour un certain nombre d'initiatives, on a parlé de la PAC, et pensé que tel que c'était organisé, cela profitait aux grands céréaliers plutôt qu'à un petit exploitant de Lorraine qui ferait une petite activité.

Les friches industrielles par rapport aux terres agricoles : on est arrivé sur l'idée que les friches industrielles, ce n'était en fait pas des grandes étendues, mais qu'un thème plus important se cache derrière ce problème : celui de l'étalement urbain.

Beaucoup de gens aimerait bien avoir leur jardin. Des villages, des petites villes essaient d'attirer des citadins chez eux, mais très vite on se retrouve avec **la question de « prélever » toujours plus les terres agricoles**, d'avoir des voitures, des déplacements etc.

La question des mobilités : **Ne serait-il pas possible d'avoir la gratuité des transports dans le centre-ville ?** C'est le cas à Nantes, à Lille aussi, il y a des villes qui l'expérimentent. Inversement dans notre Métropole les gens observent que les parkings de co-voiturage autour de Nancy sont rares et quand on en trouve, ils étaient très petits.

Pour la plaisanterie, on se disait que peut être que si le tram était gratuit, les gens transformeraient le tram en leur salon,

**L'écotaxe, les deux tables de discussion étaient unanimes pour dire que l'éco taxe était une bonne idée, pourquoi s'est-on arrêté ?** Alors qu'il y avait beaucoup de choses positives et que cela réglait tel ou tel problème.

Cela aurait été l'occasion de faire payer les GAFAs, par exemple Amazon aurait payé pour le transport. On se serait épargné la taxe sur le gazole et cela n'aurait pas mis le feu au mouvement des gilets jaunes, cette taxe aurait existé autrement.

Au sujet du rôle de l'état, de l'administration, de la prise de décision, on s'interroge quand le gouvernement décrète que le glyphosate c'est non et puis tout d'un coup finalement c'est oui.

Sur les additifs alimentaires, les gens reprochent qu'il n'y ait pas d'action ferme et concrète, surtout sur les perturbateurs endocriniens : **si on nous laissait choisir on n'en voudrait pas.**

La question de la prise de décision, on se demandait : Est-ce aux citoyens de prendre les décisions chacun pour soi ? Par exemple j'ai décidé de ne pas avoir de tomates qui viennent de loin, ou d'avoir des tomates hors saison : est-ce que la décision doit être décidée individuellement ou de manière collective ? Et si c'est décidé de manière collective, on a l'impression que la chacun tire la couverture à soi, les transporteurs, les entreprises, et à la fin ils influencent la décision.

Ces décisions répondent-elles à une urgence climatique ? **Si c'est un enjeu de fin du monde on peut décider qu'elles s'imposent à tout le monde.**

## **Thème de la FISCALITE**

*Voici les idées et questions exprimées par les participants*

Beaucoup de sujets se croisent et on est arrivé sur le thème de l'Europe à travers tous ces sujets.

## **Fiscalité**

Sur la fiscalité, la demande est d'obtenir plus de compréhension et de visibilité sur l'usage des recettes et des dépenses qui génèrent des taxes et des impôts.

Les prélèvements et retraits sur les salaires ne sont pas clairement distingués et on ne connaît pas leur usage.

L'Europe est au cœur du sujet : Il faudrait uniformiser la fiscalité sur l'Europe, d'abord simplifier le code fiscal.

Egalement expliquer aux ayants droits comment accéder aux aides dans tous les domaines : le RSA, la prime à l'emploi, la prime d'activités,...

Dans l'ensemble Il faudrait harmoniser les taux d'imposition pour éviter l'optimisation fiscale.

On s'aperçoit que le CICE n'a pas permis d'augmenter les emplois, la baisse de TVA sur la restauration non plus, sur les mesures annoncées on ne sait pas si les effets ont été vérifiés.

La suppression de l'ISF n'a pas eu l'effet escompté.

Les ONG ont pâti de cette mesure, car les entreprises ont moins donné puisqu'il y avait moins de défiscalisation. Un effet boule de neige qui a été déploré.

La question est : à quoi est-on prêt à renoncer pour voir les taxes diminuer ? On n'a pas la réponse, l'argent public fait vivre les sociétés et entreprises privées, est-ce normal ? Parce que tous les travaux qui sont faits au niveau des communes et de l'Etat sont souvent réalisés par des entreprises privées ou des grands groupes, qui veulent des dividendes. Ce qui ressort du débat est que l'argent public n'est souvent pas reversé au public.

## **Le Chômage**

Les salaires sont trop bas, ils ne sont pas attractifs pour les jeunes, il faut aussi leur donner la possibilité de changer d'orientation et d'avoir des formations.

L'Education Nationale ne doit pas former les enfants pour répondre aux besoins des entreprises mais elle doit servir à éduquer et pas à formater des travailleurs sous-payés.

Pourquoi y a-t-il autant d'aides aux entreprises ? Et que par ailleurs cela ne favorise pas la baisse du chômage ? Il faudrait une bonne augmentation du salaire moyen, une bonne, une vraie. Les gens qui bénéficient des allocations « chômage » devraient donner une journée de travail de temps en temps à la fonction publique.

## **L'éducation**

Les élèves moyens et moins bons n'ont plus la chance d'accéder à des formations ou métiers qui ont disparu, des métiers dont la pénibilité était certes contestée, mais des métiers qui permettaient à des jeunes non scolarisables, ou qui n'étaient plus scolarisés ou encore qui décrochaient mais qui leur permettaient d'avoir des professions, en usines ou sur des routes.

Dans les fermes et dans l'agriculture, l'apprentissage est beaucoup moins pratiqué.

## **L'Emploi**

Les postes non pourvus soulèvent effectivement une question dans la mesure où il y a beaucoup de chômeurs, mais il y a aussi beaucoup d'entreprises qui ne trouvent pas de candidats.

Les postes proposés ne sont pas attractifs, c'est-à-dire sous-payés, pénibles, mal ciblés.

## **Les prix**

Serait-on prêt à rémunérer des travaux plus chers ? On serre les prix, on négocie pour avoir des prix les moins chers auprès des entreprises. Les artisans sont alors obligés de baisser leur prix pour rester compétitifs : on les étrangle, en négociant des prix, en faisant des comparatifs.

Est-ce qu'on est prêt à payer des travaux plus chers pour permettre aux artisans de gagner leur vie ? C'est la même démarche que les agriculteurs qui souhaitent vendre leur produit à un prix normal pour pouvoir vivre.

Il faudrait une harmonisation entre les salaires et le coût de la vie.

### **La défense et l'Europe**

Le constat est le suivant : l'armée française une des plus puissantes armée du monde. Le problème est qu'on intervient dans beaucoup de pays pour l'ensemble de la communauté européenne. Comme il n'y a pas d'armée communautaire, c'est la France qui intervient à la place de l'Europe.

Il faudrait une armée européenne pour l'Europe, même s'il existe le problème de l'arme atomique, ce sera compliqué pour l'harmonisation.

Ne serait-ce pas mieux de disposer d'une armée commune pour défendre les pays sur des conflits qui ne concernent pas que la France ?

- - - - -